

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro dell'Interno**

(FANFANI)

e col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 24 NOVEMBRE 1987

Ratifica ed esecuzione del Protocollo n. 8 alla Convenzione sulla salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Vienna il 19 marzo 1985

ONOREVOLI SENATORI. - In occasione della prima Conferenza ministeriale europea sui diritti dell'uomo svoltasi a Vienna nei giorni 19 e 20 marzo 1985 è stato aperto alla firma il Protocollo n. 8 aggiuntivo alla Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, di cui il prossimo 4 novembre ricorrerà il trentottesimo anniversario della firma avvenuta a Roma.

Il Protocollo di cui trattasi concerne il miglioramento delle procedure attualmente previste per il funzionamento delle due istanze

cui compete assicurare il rispetto degli impegni assunti dalle Parti contraenti la citata Convenzione: rispettivamente la Commissione e la Corte europea dei diritti dell'uomo.

In quanto tale esso rappresenta una tappa significativa verso una più completa ristrutturazione degli attuali meccanismi, che consenta di arrivare alla fusione della Commissione e della Corte in un'unica «Corte europea dei diritti dell'uomo», che funzioni a tempo pieno e alla quale possano ricorrere direttamente gli individui.

Nella prospettiva che possa essere conseguito tale auspicato obiettivo, cui da parte dell'Italia si tende coerentemente con l'azione ormai pluridecennale svolta in seno al Consiglio d'Europa, va sottolineata la rilevanza che il Protocollo n. 8 assume quale imperativo morale anche nei confronti di quelle Parti che mostrano reticenze ovvero resistenze a consentire ad una limitazione della loro sovranità.

Per i Paesi che, come l'Italia, condividono gli ideali democratici, espressi in seno al Consiglio d'Europa, il processo lento ma costante che segna lo sviluppo della costruzione europea non può non accompagnarsi ad una parallela diminuzione della sovranità che vada a beneficio dell'ampliamento della sfera di salvaguardia dei diritti umani e del miglioramento dei sistemi di controllo.

Analogamente, l'espressione di preoccupa-

zione che tali diritti non vengano rispettati in un certo Stato non può essere considerata un'ingerenza negli affari interni di tale Stato, come è stato ribadito esplicitamente nel comunicato finale emesso in occasione della sessione del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa del 25 aprile 1985.

In questo contesto, il Protocollo n. 8, la cui entrata in vigore è disciplinata dall'articolo 13, contiene una serie di emendamenti relativi ad articoli concernenti i titoli III e IV della Convenzione in parola, intesi da un canto a rendere più celere la procedura della Commissione e dall'altro canto a migliorare quella prevista per la Corte.

Da tale circostanza consegue che l'esecuzione piena ed intera nell'ordinamento interno delle disposizioni in esso contemplate non implica alcuna norma di adattamento.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo n. 8 alla Convenzione sulla salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, adottato a Vienna il 19 marzo 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 del Protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**PROTOCOLE N° 8
À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE
DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES**

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »),

Considérant qu'il convient d'amender certaines dispositions de la Convention en vue d'améliorer et plus particulièrement d'accélérer la procédure de la Commission européenne des Droits de l'Homme,

Considérant qu'il est également opportun d'amender certaines dispositions de la Convention relatives à la procédure de la Cour européenne des Droits de l'Homme,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Le texte de l'article 20 de la Convention devient le paragraphe 1 du même article et est complété par quatre paragraphes ainsi rédigés :

« 2. La Commission siège en séance plénière. Toutefois, elle peut constituer en son sein des Chambres, composées chacune d'au moins sept membres. Les Chambres peuvent examiner les requêtes introduites en application de l'article 25 de la présente Convention qui peuvent être traitées sur la base d'une jurisprudence établie ou qui ne soulèvent pas de question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention. Dans ces limites, et sous réserve du paragraphe 5 du présent article, les Chambres exercent toutes les compétences confiées à la Commission par la Convention.

Le membre de la Commission élu au titre de la Haute Partie Contractante contre laquelle une requête a été introduite a le droit de faire partie de la Chambre saisie de cette requête.

3. La Commission peut constituer en son sein des Comités, composés chacun d'au moins trois membres, avec le pouvoir de déclarer à l'unanimité, irrecevable ou rayée du rôle, une requête introduite en application de l'article 25, lorsqu'une telle décision peut être prise sans plus ample examen.

4. Une Chambre ou un Comité peut, en tout état de la cause, se dessaisir en faveur de la Commission plénière, laquelle peut aussi évoquer toute requête confiée à une Chambre ou à un Comité.

5. Seule la Commission plénière peut exercer les compétences suivantes :

- a. l'examen des requêtes introduites en application de l'article 24 ;
- b. la saisine de la Cour conformément à l'article 48 a ;
- c. l'établissement du règlement intérieur conformément à l'article 36. »

ARTICLE 2

L'article 21 de la Convention est complété par un paragraphe 3 ainsi rédigé :

« 3. Les candidats devront jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des personnes reconnues pour leurs compétences en droit national ou international. »

ARTICLE 3

L'article 23 de la Convention est complété par la phrase ainsi rédigée :

« Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne peuvent assumer de fonctions incompatibles avec les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat. »

ARTICLE 4

Le texte, modifié, de l'article 28 de la Convention devient le paragraphe 1 du même article et le texte, modifié, de l'article 30 devient le paragraphe 2. Le nouveau texte de l'article 28 se lit comme suit :

« Article 28

1. Dans le cas où la Commission retient la requête :

a. afin d'établir les faits, elle procède à un examen contradictoire de la requête avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires, après échange de vues avec la Commission ;

b. elle se met en même temps à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire qui s'inspire du respect des Droits de l'Homme, tels que les reconnaît la présente Convention.

2. Si elle parvient à obtenir un règlement amiable, la Commission dresse un rapport qui est transmis aux Etats intéressés, au Comité des Ministres et au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, aux fins de publication. Ce rapport se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée. »

ARTICLE 5

Au premier alinéa de l'article 29 de la Convention, les mots « à l'unanimité » sont remplacés par les mots « à la majorité des deux-tiers de ses membres ».

ARTICLE 6

La disposition suivante est insérée dans la Convention :

« Article 30

1. A tout moment de la procédure, la Commission peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure que :

a. le requérant n'entend plus la maintenir, ou

b. le litige a été résolu, ou

c. pour tout autre motif, dont la Commission constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Commission poursuit l'examen de la requête si le respect des Droits de l'Homme garantis par la Convention l'exige.

2. Si la Commission décide de rayer une requête du rôle après l'avoir retenue, elle dresse un rapport qui comprend un exposé des faits et une décision motivée de radiation du rôle. Le rapport est transmis aux parties ainsi que, pour information, au Comité des Ministres. La Commission peut le publier.

3. La Commission peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient. »

ARTICLE 7

A l'article 31 de la Convention, le paragraphe 1 se lit comme suit :

« 1. Si l'examen d'une requête n'a pas pris fin en application des articles 28 (paragraphe 2), 29 ou 30, la Commission rédige un rapport dans lequel elle constate les faits et formule un avis sur le point de savoir si les faits constatés révèlent, de la part de l'Etat intéressé, une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention. Les opinions individuelles des membres de la Commission sur ce point peuvent être exprimées dans ce rapport. »

ARTICLE 8

L'article 34 de la Convention se lit comme suit :

« Sous réserve des dispositions des articles 20 (paragraphe 3) et 29, les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votant. »

ARTICLE 9

L'article 40 de la Convention est complété par un paragraphe 7 ainsi rédigé :

« 7. Les membres de la Cour siègent à la Cour à titre individuel. Durant tout l'exercice de leur mandat, ils ne peuvent assumer de fonctions incompatibles avec les exigences d'indépendance, d'impartialité et de disponibilité inhérentes à ce mandat. »

ARTICLE 10

L'article 41 de la Convention se lit comme suit :

« La Cour élit son Président et un ou deux Vice-Présidents pour une durée de trois ans. Ils sont rééligibles. »

ARTICLE 11

A la première phrase de l'article 43 de la Convention, le mot « sept » est remplacé par le mot « neuf ».

ARTICLE 12

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par :

- a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
- b. signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 13

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 12.

ARTICLE 14

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c. la date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à l'article 13 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Vienne, le 19 mars 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

P R O T O C O L L O N . 8ALLA CONVENZIONE PER LA SALVAGUARDIA
DEI DIRITTI DELL'UOMO E DELLE LIBERTA' FONDAMENTALI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo alla Convenzione per la salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (qui di seguito denominata "la Convenzione"),

Considerando opportuno emendare alcune disposizioni della Convenzione al fine di migliorare e soprattutto accelerare le procedure della Commissione Europea dei Diritti dell'Uomo,

Considerata altresì l'opportunità di emendare alcune disposizioni della Convenzione relative alla procedura della Corte europea dei Diritti dell'Uomo,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Il testo dell'articolo 20 della Convenzione diventa paragrafo 1 dello stesso articolo che viene completato dai seguenti quattro paragrafi:

2. La Commissione si riunisce in seduta plenaria. Tuttavia essa potrà istituire nel suo ambito delle Camere, composte ciascuna di almeno sette membri. Le Camere possono esaminare le domande (*) presentate in applicazione dell'art. 25 della presente Convenzione che possono essere giudicate secondo la giurisprudenza stabilita o che non comportano gravi problemi per quanto riguarda l'interpretazione

(*) domande (ricorsi) (vedi nota a fine traduzione)

o l'applicazione della Convenzione. Entro questi limiti e con riserva del paragrafo 5 del presente articolo, le Camere esercitano tutte le competenze affidate alla Commissione dalla Convenzione.

Il membro della Commissione eletto dall'Alta Parte contraente contro la quale è stata presentata la domanda (ricorso) ha il diritto di far parte della Camera investita di detta domanda.

3. La Commissione può istituire nel suo ambito dei Comitati, ciascuno composto almeno da tre membri, con il potere di dichiarare all'unanimità irricevibile o cancellata dal ruolo una domanda (ricorso) presentata in applicazione dell'art. 25, qualora una simile decisione possa essere presa senza un più ampio esame.

4. Una Camera o un Comitato può, in ogni caso, dichiararsi incompetente in favore della Commissione Plenaria, che può altresì avocare a sé tutte le domande (ricorsi) affidate ad una Camera o ad un Comitato.

5. Unicamente la Commissione Plenaria può esercitare le seguenti competenze:

- nominare le*
- a. ~~l'esame delle~~ domande (ricorsi) presentate in applicazione dell'art. 24;
 - b. investire la Corte in conformità all'art. 48a;
 - c. fissare il regolamento interno in conformità all'art. 36."

ARTICOLO 2

L'articolo 21 della Convenzione viene completato dal seguente paragrafo 3:

- " 3. I candidati dovranno godere della massima considerazione morale e possedere i requisiti richiesti per l'esercizio di alte funzioni giudiziarie o

essere persone di riconosciuta competenza nel campo del diritto interno o internazionale.¹⁾

ARTICOLO 3

L'articolo 23 della Convenzione viene completato dalla seguente frase:

“ Durante tutto l'esercizio del loro mandato, non possono assumere funzioni incompatibili con le esigenze di indipendenza, imparzialità e disponibilità inerenti a detto mandato.¹⁾

ARTICOLO 4

Il testo modificato dell'articolo 28 della Convenzione diventa il paragrafo 1 dello stesso articolo ed il testo modificato dell'art. 30 diventa il paragrafo 2. Il nuovo testo dell'articolo 28 è il seguente:

Articolo 28

1. Nel caso in cui la Commissione accolga la domanda (ricorso):
 - a. al fine di stabilire i fatti, procede ad un esame ^{anzi} contraddittorio della domanda (ricorso) con i rappresentanti delle parti e, se del caso, ad una inchiesta per la quale gli Stati interessati forniranno tutte le facilitazioni necessarie, dopo uno scambio di vedute con la Commissione;
 - b. nel contempo essa si mette a disposizione degli interessati al fine di pervenire ad una composizione amichevole della controversia sulla base del rispetto dei Diritti dell'Uomo quali li riconosce la presente Convenzione.
2. Se si perviene ad una composizione amichevole, la Commissione redige un rapporto che viene trasmesso agli Stati interessati, al Comitato dei Ministri

ed al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, per la pubblicazione. Tale rapporto si limita ad una breve esposizione dei fatti e della soluzione adottata.¹

ARTICOLO 5

Al primo comma dell'articolo 29 della Convenzione, le parole "all'unanimità" vengono sostituite dalle parole "a maggioranza dei due terzi dei suoi membri".

ARTICOLO 6

Nella Convenzione viene inserita la seguente disposizione:

Articolo 30

1. La Commissione può decidere, in qualunque momento della procedura, di cancellare una domanda (ricorso) dal ruolo qualora le circostanze portino alla seguente conclusione:

- a. il ricorrente non intende mantenere il ricorso, o
- b. la controversia è stata risolta, o
- c. il proseguimento dell'esame del ricorso non è giustificato da nessun altro motivo, di cui la Commissione constati l'esistenza.

La Commissione prosegue tuttavia l'esame della domanda (ricorso) qualora il rispetto dei Diritti dell'Uomo garantiti dalla Convenzione lo esiga.

2. Se la Commissione decide di cancellare un ricorso dal ruolo, dopo essersi dichiarata competente, redige un rapporto nel quale espone i fatti e le decisioni motivate della cancellazione della domanda (ricorso) dal ruolo. Il rapporto viene trasmesso alle parti nonché, per conoscenza, al Comitato dei Ministri. La Commissione può pubblicarlo.

3. La Commissione può decidere la nuova iscrizione al ruolo di un ricorso qualora ritenga che le circostanze lo giustifichino.¹⁾

ARTICOLO 7

Il paragrafo 1 dell'articolo 31 della Convenzione viene così modificato:

1. Se l'esame del ricorso non si esaurisce in applicazione degli art. 28 (par.2), 29 o 30, la Commissione redige un rapporto nel quale constata i fatti e formula un parere per sapere se i fatti constatati rivelano, da parte dello Stato interessato, una violazione degli obblighi impostigli dalla Convenzione. In questo rapporto i membri della Commissione possono esprimere le loro opinioni individuali.¹⁾

ARTICOLO 8

L'articolo 34 della Convenzione viene modificato come segue:

1) Fatte salve le disposizioni degli art. 20 (par. 3) e 29, le decisioni della Commissione sono prese a maggioranza dei membri presenti e votanti.¹⁾

ARTICOLO 9

L'articolo 40 della Convenzione viene completato dal seguente paragrafo 7:

1) I membri della Corte partecipano alla Corte a titolo individuale. Durante l'esercizio del loro mandato, non possono assumere funzioni incompatibili con le esigenze di indipendenza, imparzialità e disponibilità inerenti a detto mandato.¹⁾

ARTICOLO 10

L'articolo 41 della Convenzione viene modificato come segue:

11 La Corte elegge il suo Presidente e uno o due Vice Presidenti per una durata di tre anni. Essi sono rieleggibili.11

ARTICOLO 11

Nella prima frase dell'articolo 43 della Convenzione, il termine "sette" viene sostituito dal termine "nove".

ARTICOLO 12

1. Il presente Protocollo è aperto alle firme degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Convenzione, che possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati con:

- a) la firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione, o
- b) la firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione seguita da ratifica, accettazione o approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 13

Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi dopo la data in cui tutte le Parti alla Convenzione avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal Protocollo in conformità alle disposizioni dell'articolo 12.

ARTICOLO 14

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati Membri del Consiglio:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica accettazione o approvazione;
- c) la data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità all'articolo 13;
- d) ogni altro atto, notifica o comunicazione riguardante il presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Vienna, il 19 marzo 1985, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne invierà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

- (*) Nella Convenzione dei diritti dell'Uomo (firmata a Roma il 4 novembre 1950) il termine francese "requête" è stato tradotto in italiano con il termine "domanda"; nel tradurre il presente Protocollo si è mantenuto lo stesso termine per non creare confusione mettendo tra parentesi il termine "ricorso" che sarebbe l'esatta traduzione del suddetto termine in questo contesto.